

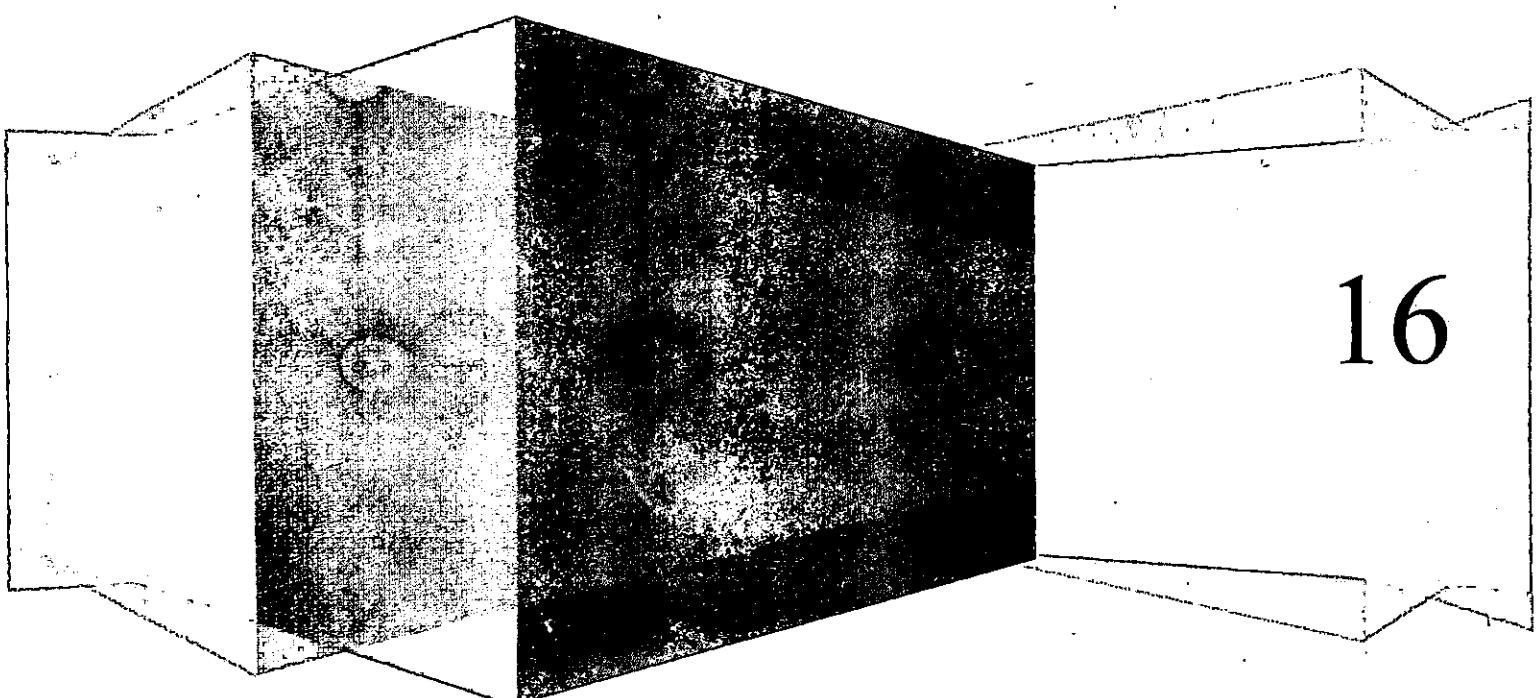
SONADER

X
Provost

SBD
P. exploitation

Rapports du commissaire aux comptes 2016

Exercice clos au 31 décembre 2016



16

RAPPORT GENERAL

Rapport général du Commissaire aux Comptes

Excellence Monsieur le Ministre des Finances

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la SONADER

Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de la SONADER

Monsieur le Directeur Général de la SONADER

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par le Ministère des finances, nous avons effectué l'audit des états financiers arrêté au **31/12/2016**, comprenant le bilan et le compte de résultats.

Ces états financiers dégagent un total du bilan de **10.805.973.473 MRO** et font ressortir une situation nette de **-1.120.759.423 MRO**.

Responsabilité de la direction générale relative aux états financiers

La direction Générale est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au plan comptable mauritanien, ainsi que la mise en place et le suivi du contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes applicables en Mauritanie. Ces normes requièrent, de notre part, de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur.

Un audit consiste aussi à examiner par sondage, les éléments justifiant les données contenues dans les comptes.

Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction de la Société et la présentation d'ensemble des états financiers.

En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Entité.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION AVEC RESERVES

Motifs de l'opinion avec réserves

1. Le montant des frais immobilisés devrait être amorti sur une période maximum de 5 ans conformément aux dispositions du plan comptable mauritanien. La société n'a pas constaté l'amortissement de frais immobilisés au titre de l'exercice 2016. L'absence d'un état de suivi des frais immobilisés rend impossible de s'assurer de l'exactitude de son solde à la date de clôture de l'exercice 2016 (la Valeur Nette Comptable est de l'ordre de **927.539.878 MRO**). La société doit procéder un audit comptable spécifique afin d'identifier et d'analyser ces montants et prendre les mesures de régularisation qui en découlent.
2. Nonobstant notre demande, courant l'exercice précédent, la société ne nous a pas fournir les informations relatives aux archivages des Conventions de subventions afin les exploiter en vue de concilier les montants desdites subventions avec leurs emplois, dans le cadre de notre mission. La société doit intégrer l'analyse et le traitement adéquat des montants desdites conventions dans le cadre de l'assainissement de sa comptabilité.
3. Les immobilisations en cours qui n'ont fait l'objet de réceptions définitives doivent-être identifiées et régularisées.
4. Les immobilisations pour les tiers doivent-être inventoriées et examinées sur la base du rapport d'un Expert spécialisé en la matière. Les conclusions de cet expert permettront de procéder au traitement comptable qui s'impose.
5. Les éléments d'actifs provisionnés à 100% doivent-être comptabilisés en pertes sur la base des règles professionnelles en la matière et des procédures juridiques et administratives y afférentes (après approbation des Organes délibérants de la SONADER). Il s'agit en particulier des Titres de participation et des soldes des comptes "clients" et "stocks". Cette recommandation a été formulée dans les rapports du CAC au titre des exercices précédents.
6. La provision affectée au personnel considérée en départ définitif doit être reprise et constatée en perte définitive.
7. Les provisions pour les actifs circulants autres que celles des clients et des stocks (Fournisseurs débiteurs, Personnel, Organismes de financement, Sécurité Social, Débiteurs divers, Valeurs disponibles et Comptes des régularisation et d'attente), doivent-être revues à la date de chaque clôture sur la base de l'espérance de la récupération des avantages économiques futurs que la Société compte tirer de ces actifs ou éventuellement augmenter les provisions y afférentes.

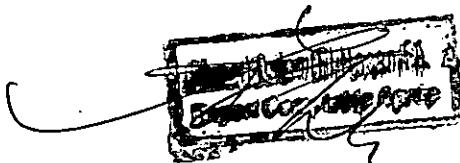
8. La Société avait une créance sur l'Etat et collectivités locales de l'ordre de **187.871.073 MRO** et des dettes de l'ordre de **345.237.151 MRO**. La société doit entamer les travaux de justifications nécessaires pour la mise à jour de sa comptabilité vis-à-vis de l'Etat.
9. Les droits de la Société sur les organismes de financements doivent-être identifiés par bailleur et procéder à la prise des décisions y afférentes qui s'imposent.
10. La société doit disposer d'un état de suivi des comptes "débiteurs et créditeurs divers" ainsi que les "comptes d'attentes" actifs et passifs, afin de les identifier et procéder à leurs régularisations.
11. Les suspens dans les états de rapprochement des comptes bancaires doivent être régularisés pour mettre à jour la comptabilité.
12. Les "comptes de liaison" actifs et passifs font ressortir un solde créditeur de **79.162.619 MRO**. L'analyse détaillée desdits comptes est obligatoire pour déterminer leurs justificatifs en vue de leurs apurements.
13. Les comptes suivants : les «fournisseurs et comptes rattachés», «Personnel et comptes rattachés» et «Etat et comptes rattachés» n'ayant pas subi d'évolution depuis quelques années, doivent être régularisés et traités dans le cadre de l'assainissement de la comptabilité.
14. Le compte "virement interne" aurait dû être soldé à la date de clôture de l'exercice, alors qu'il présente un solde de **31.990.250 MRO**. Cette situation doit être régularisée sur la base de justificatifs.

Opinion sur les états financiers :

A notre *Avis*, sous réserve de l'incidence des points décrits dans le paragraphe « Motifs de l'opinion avec réserves » ci-dessus, les états financiers présentent dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la société SONADER au 31/12/2016, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable mauritanien.

Ahmed Salem EL HACEN FILALI

COMMISSAIRE AUX COMPTES



ETATS FINANCIERS

BLAN (Actif)

<i>Libellé</i>	<i>Exercice 2016</i>		<i>Exercice 2015</i>	
	<i>Brut</i>	<i>Amort. & Prov</i>	<i>Net</i>	<i>Net</i>
ACTIF IMMOBILISE				
Frais et valeurs incorporelles immobilisés	9 353 608 159	8 426 068 281	927 539 878	927 539 878
Frais immobilisés	9 353 608 159	8 426 068 281	927 539 878	927 539 878
Immobilisations Corporelles	7 628 085 789	2 047 458 488	5 580 627 301	5 596 108 403
Terrains	2 002 500	-	2 002 500	2 002 500
Constructions	641 263 613	563 707 566	77 556 047	79 095 096
Matériel d'exploitation	641 261 452	575 928 373	65 333 079	68 824 651
Matériel de transport	564 914 322	504 755 571	60 158 751	63 611 351
Matériel et mobilier de bureau	141 198 101	137 365 218	3 832 883	4 695 001
Matériel informatique	194 187 091	178 083 886	16 103 205	20 828 580
Matériel et mobilier logement	57 874 587	56 328 979	1 545 608	2 576 015
Autres immobilisations	27 553 299	26 538 996	1 014 303	1 394 284
Immobilisations en cours	439 771 939	-	439 771 939	439 771 939
Immobilisations pour tiers	4 918 058 885	4 749 899	4 913 308 986	4 913 308 986
Autres valeurs immobilisées	20 109 946	17 500 000	2 609 946	2 609 946
Dépôts et cautionnements	2 609 946	-	2 609 946	2 609 946
Titres de participation	17 500 000	17 500 000	-	-
Immobilisations en concession	14 379 034 894	13 447 835 216	931 199 678	931 199 678
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	31 380 838 788	23 938 861 985	7 441 976 803	7 457 457 905
ACTIF CIRCULANT				
Valeurs d'exploitation	41 043 801	41 043 801	-	-
Stocks	41 043 801	41 043 801	-	-
Valeurs réalisables à court terme et disponi	3 673 934 127	384 459 605	3 289 474 522	3 271 036 990
Fournisseurs débiteurs	188 538 185	32 202 359	156 335 826	171 247 477
Clients	157 109 389	157 109 389	-	-
Personnel	69 393 460	27 801 245	41 592 215	42 569 244
Etat et collectivités locales	187 871 073	-	187 871 073	186 815 535
Organismes de financement	113 714 373	37 354 151	76 360 222	76 360 222
Débiteurs divers	307 675 202	125 103 878	182 571 324	182 070 961
Comptes de liaison	2 560 101 528	-	2 560 101 528	2 559 801 428
Valeurs disponibles	89 530 917	4 888 583	84 642 334	52 172 123
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 714 977 928	425 503 406	3 289 474 522	3 271 036 990
REGULARISATION				
Comptes de régularisat° et d'attente	89 141 262	14 619 114	74 522 148	74 520 160
Attente à régulariser	89 141 262	14 619 114	74 522 148	74 520 160
TOTAL GENERAL	35 184 957 978	24 378 984 505	10 805 973 473	10 803 015 055

BIALN (Passif)

Libellé	Exercice 2016	Exercice 2015
	Net	Net
CAPITAUX A LONG ET MOYEN TERME		
Capital social	57 000 000	57 000 000
Report à nouveau	- 1 063 555 071	- 882 160 047
Résultat de l'exercice	- 114 204 352	- 181 395 024
Total situation nette	- 1 120 759 423	- 1 006 555 071
Fonds de Financement		
Etat RIM	1 603 218 240	1 603 218 240
Etat RIM Fonds mobilisés	487 513 551	487 513 551
IDA	2 023 864 912	2 023 864 912
IDA - FIDA	368 460 257	368 460 257
kFW - GTZ	1 637 251 386	1 637 251 386
BID Fonctionnement	321 121 350	321 121 350
BID Equipement	1 323 940 493	1 323 940 493
Canada	83 113 873	83 113 873
FED	709 293 973	709 293 973
Chine	67 000 000	67 000 000
Hollande	723 256 973	681 860 393
FADES	2 900 960 118	2 900 960 118
FADES Equip à mobiliser	11 487 500	11 487 500
FADES Fonctionnement	696 542 678	696 542 678
Autres bailleurs	2 202 372 115	2 202 372 115
Retrocessions	60 853 000	60 853 000
Subv Equip sorties	- 331 014 505	- 331 014 505
Subv Equipement amortie	- 8 202 669 052	- 8 183 958 250
Fonds de roulement	40 351 155	40 351 155
Revenus des Projets	13 232 271	13 232 271
Financement Immob en concession	1 337 034 579	1 337 034 579
Autre capitaux à LMT	80 927 172	80 927 172
Provisions pour risques et charges	70 364 672	70 364 672
Titres à Payer	10 562 500	10 562 500
TOTAL CAPITAUX A LONG ET MOYEN TERME	7 037 352 616	7 128 871 190
CAPITAUX A COURT TERME		
Dettes à court terme		3 657 449 595
Fournisseurs et comptes rattachés	158 585 149	158 585 149
Personnel et comptes rattachés	46 455	46 455
Etat et comptes rattachés	345 237 151	334 301 708
Sécurités Sociaux	143 647 386	144 944 717
Créditeurs divers	83 198 081	78 722 695
Remboursement de Fonds	266 010 395	266 010 395
Comptes de liaison	2 639 264 147	2 639 264 147
Concours bancaires	95 037 823	35 574 329
TOTAL CAPITAUX A COURT TERME	3 731 026 587	3 657 449 595
REGULARISATION		
Comptes de régularisat° et d'attente	37 594 270	16 694 270
Attente à régulariser	37 594 270	16 694 270
TOTAL GENERAL	10 805 973 473	10 803 015 055

COMPTE DE RESULTAT (Débit)

Libellé	Exercice 2016	Exercice 2015
	Net	Net
Achat d'approvisionnement non stocké	61 106 933	117 725 762
Achat d'approvisionnement non stocké	61 106 933	117 725 762
Achats de sous-traitance	2 280 000	-
Charges ext liées à l'investissement	27 158 501	47 964 178
Charges ext liées à l'activité	48 002 583	82 493 013
Charges et pertes diverses	7 339 967	15 091 800
Total Charges externes	84 781 051	145 548 991
Frais de personnel	432 321 052	492 494 599
Impôts et taxes	283 962	1 437 380
Charges financières	21 250	250 678
Dotation aux amortissements et provision	18 710 802	57 111 117
TOTAL GENERAL	597 225 050	814 568 527

COMPTE DE RESULTAT (Crédit)

Libellé	Exercice 2016	Exercice 2015
	Net	Net
PRODUITS DIVERS		
Produit des activités annexes	3 708 496	56 875 995
Produits et profits divers	1 708 300	2 476 391
Total de produit divers	5 416 796	59 352 386
SUBVENTIONS		
Subvention d'exploitation	458 893 100	516 710 000
Subvention d'Equipment	-	-
Subvention d'équipement	18 710 802	57 111 117
Total de Subvention	477 603 902	573 821 117
Reprise sur provision		
Frais à immobiliser ou à transférer		
RESULTAT (DEFICIT)	114 204 352	181 395 024
TOTAL GENERAL	597 225 050	814 568 527

*

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Notes sur les actifs et passifs

1- *Frais et valeurs incorporelles immobilisés*

Cette rubrique représente un solde de **927 539 878 MRO** au 31/12/2016 détaillé comme suit :

Libellés	Brutes	Amortissement	Valeurs nettes
Frais immobilisés	8 745 431 885	8 122 886 386	622 545 499
Frais d'étude	540 286 865	260 431 217	279 855 648
Frais expti a etaler / pl exer	4 384 560	4 515 860	- 131 300
Frais de recherche et de dev	63 504 849	38 234 818	25 270 031
Total	9 353 608 159	8 426 068 281	927 539 878

2- *Immobilisations corporelles*

Cette rubrique représente un solde de **5 580 627 301 MRO** au 31/12/2016 détaillé comme suit :

Libellés	Brutes	Amortissement	Valeurs nettes
Terrains	2 002 500	-	2 002 500
Constructions	641 263 613	563 707 566	77 556 047
Matériel d'exploitation	641 261 452	575 928 373	65 333 079
Matériel de transport	564 914 322	504 755 571	60 158 751
Matériel et mobilier de bureau	141 198 101	137 365 218	3 832 883
Matériel informatique	194 187 091	178 083 886	16 103 205
Matériel et mobilier logement	57 874 587	56 328 979	1 545 608
Autres immobilisations	27 553 299	26 538 996	1 014 303
Immobilisations en cours	439 771 939	-	439 771 939
Immobilisations pour tiers	4 918 058 885	4 749 899	4 913 308 986
Total	7 628 085 789	2 047 458 488	5 580 627 301

3- *Autres valeurs immobilisées*

Cette rubrique regroupe des dépôts et cautionnements et des titres de participation Bruts et Nets d'amortissement, respectivement de **20 109 946 MRO** et de **2 609 946 MRO**, mêmes soldes que dans l'exercice précédent.

Les détails se présentent comme suit :

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
Dépôts et cautionnements	2 609 946	-	2 609 946
Titres de participation	17 500 000	17 500 000	-
Total	20 109 946	17 500 000	2 609 946

Les détails des titres de participations se présentent comme suit :

Société émettrices	Montant souscrit	Reste à payer	Provisions	Nettes
SPSA	4 950 000	3 712 500	4 950 000	-
SIPIA	9 800 000	6 850 000	9 800 000	-
CONORTIL PHOSPHTE	2 750 000	-	2 750 000	-
Total	17 500 000	10 562 500	-17 500 000	-

Ce solde est reporté depuis 2012 et aucune évaluation n'a pu avoir lieu. Les titres à payer figurant au passif du bilan, correspondent aux montants à libérer au 31 Décembre 2012.

4- Valeurs d'exploitations

Les stocks sont valorisés à leur prix d'achat, une provision de 100% est constatée pour tenir compte de leur dépréciation ou de leur valeur de réalisation, détaillé comme suit :

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
Combustibles, Carburant et lub	13 500	13 500	-
Petit Outlage	152 700	152 700	-
Pièces de rechanges	26 860 695	26 860 695	-
STOKS PIECES MOTOS	607 320	607 320	-
STOKS PIECES G ELECT	218 350	218 350	-
GMP ET ACCESSOIR	3 446 059	3 446 059	-
STOCK KMATSU	563 651	563 651	-
STOCK PELLE POGL	589 983	589 983	-
STOCK CATERPILLAR	254 902	254 902	-
STOCK CAMION	909 422	909 422	-
STOCK DEUTZ	50 407	50 407	-
STOCK MERCEDEZ	58 500	58 500	-
STOCK PIECES DIVERS	1 752 382	1 752 382	-
STOCK MOTO PEUGEOT	3 903 552	3 903 552	-
STOCK VM	1 115 960	1 115 960	-
STOCKS MATERIAUX DE CONST	546 418	546 418	-
Total	41 043 801	41 043 801	-

5- Fournisseurs débiteurs

Cette rubrique accuse au 31/12/2016, un solde débiteur, net des provisions de 156 335 826 MRO, détaillé comme suit :

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
Fournisseurs	167 214 080	32 202 359	135 011 721
AVANCE FOURNISSEUR	20 260 468		20 260 468
Autres Fournis Debiteurs	1 063 637		1 063 637
Total	188 538 185	32 202 359	156 335 826

6- *Clients et comptes rattachés*

Ce poste accuse au 31 décembre 2016 un solde nul net de provisions. Ce montant est provisionné en totalité avant 2012, en raison des risques inhérents à des non recouvrements, détaillé comme suit:

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
CPT COLLECTIF	62 248 437	62 248 437	-
Clients Ordinaires	71 940 155	71 940 155	-
COOP PRI	1 113 385	1 113 385	-
COOP IDA	15 112 735	15 112 735	-
Clients Douteux ou Litigieux	6 694 677	6 694 677	-
Total	157 109 389	157 109 389	-

7- *Personnels et comptes rattachés*

Cette rubrique représente un solde débiteur, net de provisions au 31/12/2016 de **41 592 215 MRO** détaillé comme suit:

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
Remuneration dues au Personnel	8 179 177		8 179 177
Avances et acpte au personnel	56 259 301	27 801 245	28 458 056
RETIENUES VEHICULES ETMOTOS	4 954 982		4 954 982
Total	69 393 460	27 801 245	41 592 215

8- *Etat et collectivités locales*

Le poste « Etat » accuse à la date du 31/12/2016 un solde débiteur net de provisions de **187 871 073 MRO**, détaillé comme suit:

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
Subvention à recevoir	179 697 111	-	179 697 111
Etat TVA deductible	8 173 962	-	8 173 962
Total	187 871 073	-	187 871 073

9- *Organismes de financement*

Ce compte enregistre les demandes de remboursement non encore encaissées à la date de clôture au 31/12/2016, les Détails se présentent comme suit :

Libellés	Brutes	Provision	Valeurs nettes
DR FADES/ A ETABLIR	10 782 500	-	10 782 500
APPEL DE FONDS	3 073 250	-	3 073 250
RIM/PDIAIM DR A ETABLIR	5 346 494	-	5 346 494
DR ETABLIE PRA / II	9 725 172	-	9 725 172
DR ETABLIE CFD	293 970	-	293 970
RIM DR à établir	84 492 987	37 354 151	47 138 836
Total	113 714 373	37 354 151	76 360 222

10- Débiteur divers

Les débiteurs divers, nets de provisions, s'élèvent au 31/12/2016 à **182 571 324 MRO**

11- Disponibilités

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **84 642 334 MRO** détaillé comme suit:

Libellés	Montant
B C M N° 320 22 20	9 552 011
SGM Société Générale Mauritanie	1 314 049
BCI 00158090008 / PRSA	28 237 863
BNM1 1471	9 857 312
BNM4 12118	5 650 000
BCI C R PDIAIM 95740007	10 004 380
BCI 6971 PRPB Nktt	14 894
BCI /67580005	7 611 486
BNM11 ROSSO 94134/01	372 666
BNM12 ROSSO/RECETTES	27 618
BNM13 SELIBABY50025	2 901 776
BNM RKIZ /FONCT	2 124 114
BNM 90592 /PPB/BOGHE	3 763 748
BAMIS 11 973 01-11	1 775 727
BMCI 018 012 83 10/MAGHAMA III	13 747
BMCI 00986/KAEDI/REINS	8 460
BMCI KAEDI/FONCT 180030704	239 941
BMCI 03777720181-68 SONADER FOUM GLEITA	31 737
BCI/7320004 \$ USD	10 951
BCI 0140098001 MAGHAMA 3	7 693
Recettes Villa de Passage Kaedi	1 217 361
BCI 01400480005/KAEDI	1 150
CAISSE CR PDIAIM	1 450 180
Caisse DRR	561 300
CAISSE SCE DMV DRT	1 188
Caisse R"KIZ	41 610
Caisse DRK/IDA	132 518
Caisse DRFG	19 230
CAISSE GOURAYE	150 000
CAISSE DRT	16 357
CAISSE RECETTES VILLA PASSAGE KAEDI	86 355
Caisse Maghama 3	25
Caisse Gouraye	1 206 809
CAISSE SCE TRAVAUX DRT	2 580
CAISSE CELLULE DE REHAB	1 070 847
Caisse Reforme	53 234
Provisions deprecie tresorerie	- 4 888 583
Total	84 642 334

12- Comptes d'attentes à régulariser

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **74 522 148 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant	Provision	Valeurs nettes
Cpte d'attente et à régulariser	77 888 912	11 921 193	65 967 719
FONDS DE ROUL RIM	1 252 350	200 000	1 052 350
TRESOR	10 000 000	2 497 921	7 502 079
Total	89 141 262	14 619 114	74 522 148

1- Situation nette

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **-1 120 759 423 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
Capital social	57 000 000
Report à nouveau	- 1 063 555 071
Résultat de l'exercice	- 114 204 352
Total	- 1 120 759 423

2- Fonds de financements

Cette rubrique enregistre les financements reçus des divers bailleurs de fonds, le solde de ce compte s'élève au 31/12/2016 à **8 077 184 867 MRO**. Les conventions objets de ce financement sont archivées selon la société et nous ont pas été présentées.

Les détails de cette situation se présentent comme suit :

Libellés	Montant
Etat RIM	1 603 218 240
Etat RIM Fonds mobilisés	487 513 551
IDA	2 023 864 912
IDA - FIDA	368 460 257
kFW - GTZ	1 637 251 386
BID Fonctionnement	321 121 350
BID Equipement	1 323 940 493
Canada	83 113 873
FED	709 293 973
Chine	67 000 000
Hollande	723 256 973
FADES	2 900 960 118
FADES Equip à mobiliser	11 487 500
FADES Fonctionnement	696 542 678
Autres bailleurs	2 202 372 115
Retrocessions	60 853 000
Subv Equip sorties	- 331 014 505
Subv Equipement amortie	- 8 202 669 052
Fonds de roulement	40 351 155
Revenus des Projets	13 232 271
Financement Immob en concession	1 337 034 579
Total	8 077 184 867

3- Fournisseurs et comptes rattachés

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **158 585 149 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
Fournisseurs PAIE	156 813 266
Fournisseurs Retenue des Garanties	1 771 883
Total	158 585 149

4- Personnel et comptes rattachés

Le poste « Personnel et comptes rattachés » présente au 31/12/2016 un solde de **46 455 MRO**.

5- Etat et comptes rattachés

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **345 237 151 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
IMF COLLECTIF	9 766 035
IMPOTS FONCIER SUR LOYER	94 920
ETAT IMF RETENU	2 529 768
ETAT IMF	9 589 705
Impot /traitements et salaires	87 796 008
ETAT PENSION	1 092 849
Etat TVA collectee	20 603 490
Etat Créditeur	213 764 376
Total	345 237 151

6- Sécurité Sociale

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **143 647 386 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
Securite Sociale	40 528 985
CNAM	103 118 401
Total	143 647 386

7- Créditeurs divers

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **83 198 081 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
LIAISON REDEVANCE	89 043
LIAISON PDIAIM	2 016 047
ABDELLAHY OULD MOHAMED	109 800
AVOCAT MOHAMED YAHYA	294 500
UACP	4 876 724
THEODSIE THRUAF	885 000
MEIMOUNA ABDEL FATAH	150 000
REtenUE BUVETTE	93 880
UNCACEM CR DIVERS	606 000
CHEIKHANY JULE	213 200
FATOU MINT HAMA	747 350
CDHLCPI	153 000
ASSOCIATION SONADER	7 212 631
MEDOU o/ ABDERAHMANE	225 000
YAHYA O. OUMAR	280 000
Projet PAHABO	11 940 065
Sy Moussa Djibi	1 475 216
DIRECTION AMENAGEMENT RURAL	51 611 307
Charges a payer	219 318
Total	83 198 081

8- Concours bancaires

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **95 037 823 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
BADH 70474	8 419
BNM3 3299	12 326
BCI C R PAHABO 96920008	180 760
BNM PRPB 2.092092.01.0/6	22 161 360
BCI Rehab 00100760000	1 026 666
BNM10 boghe91295	49 103
BMCI 0150 5287 25	735 565
BCI 10352	37 121
TRESOR 43020	70 381 508
BCI 0010153 MAG III	11 873
BCI FONCT DRZP -ALEG-	1 531
Caisse Siege	358 291
Caisse CPB	73 300
Total	95 037 823

9- Compte d'attente à régulariser

Cette rubrique présente au 31/12/2016 un solde de **37 594 270 MRO**, les détails se présentent comme suit :

Libellés	Montant
Charges constatees d'avance	1 761 685
FONDS DE ROULEMENTAFD	3 842 335
Virements de Fonds	31 990 250
Total	37 594 270

Notes sur les comptes de résultats

1- Les achats non stockés

Les achats d'approvisionnement non stockés totalisent au 31/12/2016 un montant de **61 106 933 MRO**, Ils se détaillent comme suit :

Libellés	Montant
Matieres consommables	1 200 000
Combustibles carb lubrifiants	1 310 235
Fournit bureau administrative	282 574
Autres matieres /fourn n/stock	60 000
Achat mat de logement	20 000
Eau electricite	15 488 510
Comb carb lubrifiant	41 521 827
Carburant Hors Exploitation	557 945
fournit et mat entretien	700
Petit Materiel et Outilage d'installation	1 000
Produit entretien	12 700
Fournit bureau et administrati	608 342
FOURNITURES BUREAU	43 100
Total	61 106 933

2- Achats de sous-traitance

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **2 280 000 MRO** détaillé comme suit :

Libellés	Montant
Format soutraitance / projets	1 200 000
Autr achat de soutraitance	1 080 000
Total	2 280 000

3- Charges externes liées à l'investissement

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **27 158 501 MRO** détaillé comme suit:

Libellés	Montant
Locat° et chge locatives div.	190 862
LOYE HORS EXPLOITATION	123 000
Entretien des constructions	905 150
Entret ouvrag et infrastructure	162 200
Entret Materiel d'exploitat°	188 110
Entret et réparat° Mat Transpo	21 526 558
Ent Rep Mat Transpt Hors Exp	1 693 580
Entret et Reparat Mat Bureau	431 336
Entretien Et Rep Climatiseurs Hors Exploitation	123 100
Etret Materiel informatique	112 500
Autres travaux d'entre et rép.	389 935
Assurances transports	1 012 170
Frais Colloque Semin et Conf.	300 000
Total	27 158 501

4- Charges externes liées à l'activité

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **48 002 583 MRO** détaillé comme suit :

Libellés	Montant
Frais de Transport	1 176 000
FRAIS TRANSPORT HORS EXPLOIT	300 000
Voyages à l'étranger	296 720
Mission en Mauritanie	15 069 624
Mission à l'étranger	1 782 799
Reception	2 971 041
RECEPTIONS HORS EXPLOITATION	91 660
Frais postaux et Telecom.	3 659 102
FRAIS TELECOMMUNICATIONS	13 300
Honneraires	16 272 625
HONORAIRES HORS EXPLOITATION	2 088 000
Publicité et Propogande	3 862 100
Service Bancaires	419 612
Total	48 002 583

5- Charges et pertes diverses

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **7 339 967 MRO** détaillé comme suit :

Libellés	Montant
BC Subvention	3 000 000
Jeton de presence	3 980 000
Don Pourboire et Subv acc.	359 967
Total	7 339 967

6- Frais du personnel

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **432 321 052 MRO** détaillé comme suit :

Libellés	Montant
Salaire et appointement	374 328 618
RAPPELS COMPLEMENTS SALAIRES	1 074 342
Main d'oeuvre occasionnelle	18 337 325
SAL PERS OCCAS HORS EXPOLOITAT	2 670 000
Congés Payés	3 344 672
Primes et Gratifications	2 639 923
PRIMES ET GRATIFICATIONS	4 815 000
Indemnité de préavis et licenc	20 500 372
Primes d'incitations	1 210 800
AMEUBLEMENTS	3 400 000
Total	432 321 052

7- Impôts et taxes

Cette rubrique représente un solde au 31/12/2016 de **283 962 MRO** détaillé comme suit :

Libellés	Montant
Impôts et Taxes assimilées	188 962
Enregistrement et Timbre	95 000
Total	283 962

1- Produits

Les produits de l'exercice clos au 31/12/2016 s'élèvent à **483 020 698 MRO**

Les produits se détaillent comme suit :

Libellés	Montant
Maîtrise d'ouvrage déléguée	3 708 496
LOCATION BATIMENT	1 708 300
SUB EQ QUOT PART VIRE RESU EXE	18 710 802
SUBV EXPLOITATION	458 893 100
Total	483 020 698

Lettre de Direction

- I. Cadre du rapport**
- II. Structure générale**
- III. Comptabilité générale**
- IV. Juridique et risque fiscal**
- V. Achats**
- VI. Audit et contrôle interne**
- VII. Gestion de ressources humaines**

I. Cadre général

La présente lettre de direction est transmise dans le cadre de notre audit de la société SONADER au titre de l'exercice 2016.

La lettre est considérée comme une synthèse des anomalies relatives, entre autres, à l'organisation générale et les procédures de contrôle interne de la société qui peuvent impacter négativement la fiabilité et la sincérité des états financiers pour l'exercice clos au 31/12/2016.

Elle ne comprend pas obligatoirement toutes les anomalies et les défaillances des procédures de contrôle qui peuvent être détectées par une étude spéciale et approfondie dans l'intérêt de la société.

II. Structure générale

1- Organigramme de la Société

Les anomalies

L'absence d'un organigramme efficient qui précise les hiérarchies dans la société

Les risques

La non identification des responsabilités et l'absence d'efficacité et de rentabilité que peut donner l'organigramme

Recommandations

Nous recommandons à la Société, comme nous l'avions évoqué plusieurs fois, de faire un organigramme efficace, clair et opérationnel, qui comprendrait un poste d'auditeur interne. Ce dernier doit être rattaché au Directeur Général et être suffisamment activé.

III. Comptabilité générale

1. L'inventaire physique des immobilisations

Les anomalies

L'absence d'inventaire physique annuel des immobilisations au 31/12/2016 a pour conséquence la méconnaissance du patrimoine de l'Entreprise.

Les risques

L'absence d'identification complète de l'état du patrimoine de la Société.

Les recommandations

Nous recommandons (comme nous l'avons sollicité plusieurs fois dans nos différents Rapports de commissariat aux comptes) de faire un inventaire physique des immobilisations chaque année conformément aux dispositions du Code de commerce.

2. L'élaboration d'un manuel comptable

Les anomalies

L'absence d'un manuel comptable, nécessaire pour passer correctement les écritures comptables.

Les risques

- ***La non considération de la spécificité de l'activité et des comptes de la société***
- ***La non comptabilisation des opérations de la Société sans référentiel qui détermine l'utilisation correcte des comptes, conformément au Plan Comptable Mauritanien (PCM) en vigueur.***
- ***Le non respect des principes comptables***

Les recommandations

Nous recommandons, l'élaboration d'un manuel comptable et sa mise à la disposition des services de la Comptabilité pour en faire le bon usage professionnel.

3. L'amélioration des procédures comptables

Les anomalies

Au cours de notre intervention nous avons constaté ce qui suit :

- ***La comptabilisation des fournisseurs malgré le fait que les achats sont au comptant***
- ***Aucun des travaux de fin d'année n'a été réalisé en vue de constater les charges à payer et les produits à recevoir***
- ***L'existence d'opérations non enregistrées dans les exercices antérieurs, faisant subir à la comptabilité leur conséquence au niveau des comptes bancaires***
- ***Des montants significatifs enregistrés dans la corbeille de la comptabilité (comptes d'attente à régulariser)***
- ***Manque des procédures efficaces au niveau de la transmission des informations en particulier, en ce qui concerne celles reçues par les services de la comptabilité.***

Les risques

- *Le volume de la comptabilité augmente par des comptes et des opérations non nécessaires devant être apurées ;*
- *Les charges à payer et les produits à recevoir non constatés*
- *La non conformité entre ce qui est programmé par la direction des Ressources humaines et ce qui est payé par le service Règlement*
- *Le volume des mouvements de Caisse ne reflète pas la réalité de celles-ci avec l'impossibilité ou la difficulté de les suivre*

Les recommandations

- *La Comptabilisation des opérations d'une manière qui respecte le référentiel comptable professionnel (comptabilité d'engagement)*
- *La Comptabilisation des achats au comptant, directement dans le journal de trésorerie concerné. La direction doit fixer un seuil pour les achats au comptant*
- *Le Nettoyage de la comptabilité en vue de trouver une comptabilité fiable qui reflète la réalité*
- *L'Estimation nécessaire par la Société au 31/12 de chaque année, de toutes les charges consommées mais dont les factures ne sont pas encore parvenues comme l'eau, l'électricité, le carburant en cas de tickets etc... et de tous les services réalisés et non encore achevés*
- *La Comptabilisation de toutes les opérations exécutées par le Caissier dans le journal de Caisse*
- *Des Explications à fournir pour les opérations qui ont été enregistrées dans les comptes d'attente*
- *L'application d'une procédure efficace de transmission des informations d'une manière ascendante et descendante pour que la comptabilité reste toujours à jour.*

4. Le Système d'Exploitation comptable

Les anomalies

Au cours de notre intervention nous avons constaté ce qui suit :

- *Le système comptable n'est pas verrouillé après que les comptes soient audités.*
- *Le système d'Exploitation comptable n'édite pas les états de synthèse en conformité avec documents sources (Balance et Grand livre)*

Recommandations

- *Après chaque mission de commissariat aux comptes le système comptable doit être verrouillé.*
- *Le paramétrage du système d'exploitation comptable afin de pouvoir concilier les documents comptables sources avec les états de synthèse qui en découlent doit être effectif, opérationnel et efficace.*

IV. Volet Juridique et risque fiscal

1. Impôts sur les traitements et salaires

Les anomalies

- *Les retards du règlement des impôts sur les traitements et salaires*
- *La manière de calcul de l'ITS*

Les risques

La société va supporter des pénalités de retard

Les recommandations

La société doit respecter les délais des règlements des impôts sur les traitements et salaires.

2. Impôt sur le Revenu foncier

Les anomalies

Aucun IRF n'a été prélevé par la société avant le règlement

Les risques

Infraction au code fiscal

Les recommandations

La société doit prélever 18% comme IRF

3. Les autres impôts et taxes comme (Impôt sur revenu, TVA,etc.)

Les anomalies :

Aucune trace des ces types d'impôt

Les risques

Peuvent être des infractions au code fiscal

Les recommandations

Nous recommandons d'élaborer un manuel fiscal

V. Achats

Achats des Fournitures Biens et services

Les anomalies

L'absence d'un service d'achats

Les risques

Non identification de responsabilité, surfacturation, achat non utile, achat non réceptionné

Les recommandations

Nous recommandons de créer un service d'achats

VI. Contrôle interne

1. Crédation d'une unité de contrôle interne

Les anomalies

L'absence d'une unité de contrôle interne

Les risques

Les risques peuvent toucher tous les services et/ou toutes les opérations (achats, facturation, affaires juridiques, comptabilité, trésorerie, gestion de paieetc)

Les recommandations

Nous recommandons de procéder à la création d'une Unité autonome de contrôle interne avec tous les droits d'accès à l'information et sous la supervision du Directeur général.

Le rôle de cette Unité se focalise autour des axes suivants:

- *Le suivi de la comptabilité et la fiabilité des états financiers*
- *Le suivi de l'application et de l'efficacité des procédures adoptées*
- *Le suivi des projets de la Société*
- *Le suivi de l'application des décisions de Conseil d'Administration*

VII. Gestion des Ressources Humaines

1. Elaboration d'un état social

Les anomalies

La Direction des Ressources humaines ne fait pas un état social faisant apparaître toutes les informations concernant les Ressources humaines devant être transmises au Conseil d'Administration.

Les risques

Cette situation empêche le Conseil d'Administration de savoir la situation sociale des employés

Les recommandations

Nous recommandons de faire un état social des employés

2. Mise en place d'un contrôle des salaires

Les anomalies

Le service de trésorerie ne respecte pas les journaux de paie élaborés par le service des Ressources humaines

Les risques

Des charges non justifiées ou non autorisées

Les recommandations

Nous recommandons de se conformer aux journaux de paie élaborés par le service des Ressources humaines et aux ordres de virement élaborés par le service de trésorerie sous le suivi de la Direction générale.

3. Eligibilité aux primes de gratification

Les anomalies

La société ne procède pas à des méthodes claires pour allouer des primes de gratification

Les risques

Cette situation donne l'appréciation d'allouer de manière non objective, les primes de gratification et crée l'inégalité entre les employés de la Société.

La référence du texte l'autorisant (N°PV, N°Résolution, N° Décision....) doit être explicite.

Les Recommandations

Nous recommandons de procéder à la mise en place de critères clairs d'allocation des gratifications reflétant en priorité le rendement des employés

4. suivi des avances et des prêts au personnel

Les anomalies

- *Les non prélèvements des avances sur salaires et des échéances sur prêts.*
- *Le suivi du personnel n'est donc pas effectué par le service concerné*

Les risques

Des créances irrécouvrables et pertes des fonds de la Société

Recommandations

Nous recommandons de donner les responsabilités à la Direction des Ressources Humaines qui doit être la seule indiquée pour récupérer les droits de la société

AHMED SALEM EL HACEN FILALI
COMMISSAIRE AUX COMPTES

